

# Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-indiennes, à New Delhi le 14 février 2013.

LE PRÉSIDENT : « Je suis au terme de la première journée de ma visite d'Etat en Inde. Je voulais remercier les autorités indiennes le président de la République, le Premier ministre et toutes les personnalités que j'ai rencontrées pour leur accueil.

C'est vrai que je tenais à faire cette première visite d'Etat en Asie, comme président de la République, en Inde pour plusieurs raisons. La première, elle tient à l'Histoire. Entre la France et l'Inde, il y a une relation qui puise au plus loin de nos cultures respectives. Ces dernières années ou ces dernières décennies, chaque fois que l'Inde a eu besoin de la France, la France a été là. Je n'oublie pas non plus que dans les conflits, hélas, qui nous ont opposés au cours du XX<sup>ème</sup> siècle à une autre partie du monde, l'Inde était également à nos côtés.

L'Histoire, c'est aussi d'avoir affirmé les mêmes principes, pendant ces dernières années, et au-delà des alternances en Inde comme en France. Ces principes, c'est l'indépendance. C'est également la démocratie. Ai-je besoin de rappeler que l'Inde est la plus grande démocratie du monde ? Non pas seulement par sa démographie, mais par sa diversité, par sa qualité du débat, par la liberté de la presse. L'Inde fait valoir les principes de démocratie.

Je voulais venir en Inde, comme président de la République, pour cette visite d'Etat, parce que je voulais aussi inscrire dans le partenariat stratégique qui a été défini en 1998. C'est là qu'a été posé l'acte fondamental qui nous lie encore aujourd'hui. A travers ce partenariat, c'est le pilier de la Défense qui a été posé et c'est aussi le nucléaire civil, même si depuis déjà plusieurs années, la France avait tout fait pour que l'Inde puisse accéder à cette technologie et c'est également la volonté commune de lutter contre les menaces et notamment le terrorisme qui peuvent frapper le monde et puis, il y a également le partenariat autour du spatial qui fait que les satellites indiens sont lancés par la France.

Je voulais venir en Inde, aussi, parce qu'il y a à élargir ce partenariat, à faire en sorte que nous puissions construire une relation qui soit la plus complète possible et notamment sur le plan économique. J'ai considéré que même si nous étions un investisseur important en Inde, nous n'étions que le neuvième et même si nous avons des échanges commerciaux tout à fait significatifs, ils étaient loin des objectifs qui avaient été un moment avancés de 12 milliards de euros, nous n'en sommes qu'à peine huit.

J'ai voulu aussi que tous les domaines puissent être abordés : pas simplement la Défense, même si nous avons un certain nombre de perspectives notamment à travers l'avion Rafale et mais également le nucléaire civil car nous voulons prendre part au défi indien pour maîtriser jusqu'au bout cette technologie. Mais également des domaines comme le transport, comme l'environnement, comme les services publics Bref, nous voulons prendre toute notre place dans l'économie indienne et je veux aussi lancer un appel aux entreprises indiennes pour qu'elles viennent investir en France.

Je voulais aussi que nous puissions aborder des sujets qui ne l'avaient pas été suffisamment jusqu'à présent, comme l'enseignement supérieur, l'éducation, la coopération scientifique Plusieurs accords seront signés ou sont sur le point de l'être entre universités françaises et universités indiennes, entre laboratoires scientifiques.

Sur le plan culturel, il y aura un événement très important au prochain festival de Cannes puisqu'il sera célébré le centenaire du cinéma indien. Nous nous retrouverons d'ailleurs sur une même

sera célébrer le centenaire du cinéma indien. Nous nous retrouverons d'ailleurs sur une même conception de la culture, c'est-à-dire fondée sur la diversité, l'exception culturelle, la protection des œuvres de l'esprit, des auteurs. C'est parce que nous avons justement ces principes communs, ces valeurs communes que nous sommes dans un partenariat exceptionnel.

Pour terminer, je veux remercier l'Inde pour le soutien qu'elle nous a apporté sur l'intervention au Mali. Il ne s'agissait pas d'une action isolée de la France, il s'agissait d'une opération, décidée dans le cadre des Nations Unies, pour lutter contre le terrorisme à la demande d'un pays ami, le Mali. L'Inde la parfaitement compris et l'Inde nous a encore rappelé combien nous devons lutter contre le terrorisme et combien nous devrions être encore davantage solidaires par rapport à ces menaces.

Pour en terminer, je veux aussi souligner le fait que l'Inde et la France, dans les grandes instances internationales, défendent les mêmes positions. C'est la raison pour laquelle j'ai rappelé que la France soutenait la candidature de l'Inde comme membre permanent du Conseil de sécurité.

De la même manière, je souhaite que l'Inde et l'Europe puissent coopérer davantage. C'est pourquoi la France soutient la négociation commerciale qui va ouvrir entre l'Inde et l'Europe.

Voilà, Mesdames et Messieurs, quel est le sens de ma visite : l'Histoire, la complémentarité, les valeurs communes mais également une volonté d'inscrire la relation entre la France et l'Inde dans l'avenir et à prendre dans tous les domaines qu'il soit possible de nouvelles initiatives pour marquer cette relation exceptionnelle.

Je peux répondre à vos questions.

QUESTION : « Vous avez dit aux chefs d'entreprises indiens que vous faciliterez l'implantation des entreprises indiennes en France. Comment comptez-vous faire concrètement ? Pour quelles raisons un investisseur indien choisirait la France plutôt qu'un autre pays européen ?

Sur le plan national, Jean-Marc AYRAULT a confirmé que nous ne serions pas à 3% de déficit en 2013. N'est-il pas dangereux de ne pas respecter cet objectif ? Comment l'expliquerez-vous à vos partenaires, en particulier à l'Allemagne, pour qui cet objectif reste intangible ? »

LE PRESIDENT : « Je répondrai à cette dernière question en France.

Sur la première, l'Inde est aujourd'hui le treizième investisseur en France, c'est à dire que des entreprises indiennes ont déjà décidé de créer de l'emploi et de l'activité en France. A mon sens, nous devons encore amplifier ce mouvement. Comment le faire ? En partageant la technologie et en montrant l'intérêt pour l'Inde de venir en France pour accéder au marché européen.

J'évoquais à l'instant la négociation commerciale entre l'Union européenne et l'Inde. Comment ne pas comprendre que l'Inde aurait tout intérêt, dans le cadre de cette négociation commerciale, à accéder à l'ensemble du marché européen qui je le rappelle est le premier du monde. L'Europe est la première puissance économique et commerciale du monde. Venir en France, c'est donc investir pour accéder à l'ensemble du marché européen.

Nous avons aussi un fort courant d'investissement étranger en France, depuis des années et qui ne se dément pas, parce que la France a une attractivité. Le rôle qui est le mien est de renforcer cette attractivité, en montrant que sur la question de la main d'œuvre, de l'énergie, des services publics, des transports et également des coûts, nous sommes plus compétitifs que d'autres ».

QUESTION : « Lors de votre rencontre avec le Premier ministre vous avez fait état de la confiance dans le partenariat avec l'Inde concernant l'industrie de la Défense. Vous avez parlé de l'absence de risques concernant le nucléaire civil. Les industriels français parlent également de leur relative confiance quant au transfert de savoir dans ce pays. La France a aussi engagé des partenariats avec la Chine. Pourquoi cette dernière fait peur là où l'Inde rassure ? »

LE PRESIDENT : « Vous ne voulez quand même pas que je me fâche, ici, avec la Chine ? Je peux avoir de bons rapports avec l'Inde sans pour autant en avoir de mauvais avec la Chine je vais bientôt m'y rendre ! Je rappelle qu'avec la Chine nous avons aussi une coopération en matière de nucléaire civil.

Mais ici en Inde, vous le disiez, nous avons par exemple sur les matériels de Défense une volonté qui est de fournir notre technologie, dans certaines conditions, sans crainte de l'usage qui peut en être fait. C'est-à-dire que nous avons confiance dans l'Inde qui est une puissance pacifique et en même temps qui veut se défendre, qui veut assurer sa sécurité, qui dépense d'ailleurs une part

substantielle de son budget à cette fin. Nous devons donc fournir, comme nous lavons toujours fait dans notre histoire, les meilleurs matériels à notre partenaire indien qui lui-même, d'ailleurs, fait jouer largement la concurrence, mais qui sait qu'il y a une relation de confiance entre la France et l'Inde ».

QUESTION : « Est-ce qu'il y a une différence entre l'Inde et la Chine ? »

LE PRESIDENT : « Sur le plan du matériel de défense, oui, parce que nous ne sommes pas dans la même situation ».

QUESTION (traduction) : « Vous êtes connu pour votre probité. Pouvez-vous nous garantir qu'il n'y aura aucun marchandage, aucune corruption, lors de la vente des Rafale ? »

LE PRESIDENT : « Je vous remercie pour avoir salué la probité qui est la nôtre. Mais elle se démontre ! Je peux donc ici prendre l'engagement qu'il n'y aura rien qui ne soit contraire aux principes qui nous sont communs, c'est-à-dire que le commerce doit être simplement avec des règles commerciales. C'est en fonction de la compétitivité et de l'efficacité que les choix doivent être faits. Dans la lutte contre la corruption, nous sommes vigilants, comme l'Inde l'est, parce que c'est un principe essentiel.

Pour ce qui concerne la manière avec laquelle je présente une offre commerciale pour parler clair : le Rafale c'est au nom de l'excellence de cet appareil que je m'exprime. Il se trouve que l'armée française dispose de Rafale dont on peut, à plusieurs reprises, se féliciter de sa pleine efficacité. Il n'y a pas d'autres arguments ».

QUESTION : « Par le passé, lors des visites d'Etat, on a été habitué à ce qu'il y est de nombreuses annonces, de « gros contrats ». Est-ce que vous revendiquez une autre méthode que celles qui ont été mises en œuvre par vos prédécesseurs sur ces questions-là ? A propos de contrats et du Rafale, il semble que deux sources au ministère de la Défense indien, évoquent la possibilité de signer un contrat au mois de juillet. Est-ce que c'est un scénario qui vous paraît possible ? »

LE PRESIDENT : « Il faut toujours juger une politique par ses résultats dans le temps.

Ce que je veux faire à travers ses visites, c'est emmener des chefs d'entreprises, témoigner de la qualité de nos produits, montrer le sens d'un partenariat. Mais je ne me substitue pas aux négociations commerciales. Ce n'est pas le rôle de l'Etat.

Sur le Rafale, avec le Premier ministre indien, nous avons convenu qu'il y avait des progrès, que nous pourrions conclure, mais que cela dépend de la négociation commerciale. C'est à elle de faire que l'Inde choisisse définitivement cet appareil.

J'y mets, non pas tout mon poids, mais toute ma confiance dans l'entreprise qui présente ce matériel, dans le matériel lui-même et dans l'Inde pour son usage.

Je ne me substitue pas aux chefs d'entreprises ».

QUESTION : « Je vis en Inde depuis cinq ans, on entend souvent des mauvaises nouvelles économiques sur la France ici en Inde. Je voulais savoir ce que la France pouvait importer du modèle économique indien ? »

LE PRESIDENT : « Je vais simplement dire que lorsque l'Europe ne va pas bien, l'Inde ne peut pas atteindre ses objectifs de croissance. Nous en faisons le constat. L'Inde attendait 8% de croissance elle va avoir ce qui, à laune de nos propres taux de croissance est considérable, 5%. La raison est simple : quand les pays développés sont dans une conjoncture difficile, avec une croissance ralentie, parfois même une récession, les pays émergents souffrent eux-aussi.

Que peut-on tirer de l'économie indienne au sens de sa spécificité ? Je pense qu'il y a une volonté d'être, en matière de technologie, les mieux formés possible. Je citais ce chiffre que vous connaissez bien. Il y a ici, un nombre d'informaticiens égal à la population française. Il y a ce choix qui a été fait de faire un développement par la connaissance, par le savoir et par les nouvelles technologies. Je pense que c'est un enseignement que nous pouvons tirer.

Pour le reste, chaque pays a sa spécificité. Nous ne sommes pas sur les mêmes tailles, dans les mêmes ensembles, dans les mêmes conditions de développement. Essayons pas de nous copier, cela n'aurait pas de signification. Essayons de jouer de nos complémentarités, c'est ce que demandent les Indiens et c'est ce que souhaitent les entreprises françaises, avec un enjeu : comment partager la technologie ? Comment faire pour que ce soit une relation qui bénéficie aux

deux ensembles, l'Europe et l'Inde, la France et l'Inde ?

Pour se faire, cela suppose qu'une part de production soit faite en France, une autre qui soit faite en Inde et des relations de partage de technologie qui puissent enrichir les deux partenaires. C'est ce que les chefs d'entreprises, ici, sont venus exposer ».

QUESTION (traduction) : « Avez-vous l'intention de rencontrer la mère de la jeune indienne violée par un diplomate français ? »

LE PRESIDENT : « Je suis informé de cette situation, la justice indienne est saisie. Nous lui faisons grande confiance. Les avocats du père ont demandé à être reçus. Ils l'ont été. Si les avocats de la mère veulent être par mon équipe, ils le seront à l'évidence. Parce que nous n'avons pas à prendre parti. Nous avons à entendre et à laisser la justice faire son travail. Nous avons toute confiance dans la justice indienne ».

QUESTION : « Depuis l'intervention française au Mali, votre image en France, semble-t-il, a changé si j'en crois les couvertures de magazines et les quelques points que vous avez pris en popularité dans les sondages. Avez-vous le sentiment que l'image de la France dans le monde et singulièrement en Inde a changé avec cette intervention française ? »

LE PRESIDENT : « Si je suis intervenu comme je l'ai fait, pour que la France vienne en aide au Mali pour assurer sa sécurité et le retour de son intégrité territoriale ce n'est pas pour un objectif personnel, cela n'aurait aucun sens. Je n'engage pas mon pays simplement pour chercher, je ne sais quelle image ou popularité. C'est trop grave. Cela met en cause des vies humaines.

Mais vous avez raison. L'image de la France est apparue pour ce qu'elle est d'ailleurs. C'est-à-dire un grand pays, capable de décider seul, en fonction de ce que c'est une situation dans la légalité internationale et au moment qui lui paraissait le plus opportun compte tenu de l'action terroriste et de la sollicitation qui nous a été faite par le président malien. Oui, le monde doit savoir que la France est une puissance, est une Nation qui sait décider et qui intervient, non pas pour ses intérêts, non pas pour son influence, mais pour faire respecter les résolutions du Conseil de sécurité et les principes de la charte des Nations Unies.

Un pays pèse par son économie bien sûr. J'ai le devoir de faire que la France ait la meilleure compétitivité, le meilleur taux de croissance lorsque nous aurons réussi à faire que l'Europe sorte de la crise qui la frappée. Mais un pays pèse aussi par ses choix politiques et par sa capacité militaire. Nous l'avons démontré. Et par sa capacité de décision. A un moment, il nous a été dit que nous étions seuls. Nous avons pris, nous, nos responsabilités. Parce que seule la France pouvait les prendre à ce moment-là et dans cette région.

Pour ce qui concerne l'Inde, est-ce que l'Inde a changé de regard par rapport à la France ? Non, parce que l'Inde et la France depuis longtemps portent les mêmes conceptions, affirment les mêmes valeurs et les mêmes principes. Quand l'Inde a soutenu la France lors des premières heures de l'intervention au Mali, c'était en fonction justement de cette histoire. Et c'était un élément de crédibilité supplémentaire dans la relation entre la France et l'Inde ».

QUESTION : « Je m'excuse aussi auprès des confrères indiens mais je voulais vous poser une question qui intéresse les Français aujourd'hui. Il y a une émotion considérable qui a été exprimée en France aujourd'hui au sujet de la mort d'un chômeur qui s'est immolé par le feu à Nantes, je crois. Le ministre du Travail a exprimé ses émotions, le Premier ministre aussi. Avez-vous un commentaire à faire sur cette affaire ? »

LE PRESIDENT : Oui j'ai appris la mort de ce chômeur qui s'est immolé par le feu, lors de mon arrivée, ici en Inde. Je n'ai pas pu m'exprimer avant. Je le fais ici et chacun comprendra que c'est avec une émotion particulière. Parce que c'est le signe de la détresse d'une personne. Cela montre également la gravité d'une situation. Le service public de l'emploi a été, je crois, exemplaire. Nul besoin d'aller chercher une responsabilité. Quand il se produit un drame personnel, c'est aussi un questionnement à l'égard de toute la société. Nous devons lutter contre le chômage, nous devons montrer que nous sommes capables d'être une Nation solidaire. En même temps nous avons des règles. Nous devons les faire comprendre. Mais j'ai une émotion toute particulière pour ce drame et pour la famille du chômeur qui s'est immolé ».